

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL

1 rue Marcel Leblanc
BP 159
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : 2026-V1-119
Code AIOT : 0007001523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL implanté LD PAS DE CHEVAL 59121 Haulchin. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL
- LD PAS DE CHEVAL 59121 Haulchin
- Code AIOT : 0007001523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UNEAL de Haulchin a été autorisé à poursuivre, par arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2011, l'exploitation des installations suivantes :

- 2 silos verticaux de stockage de céréales d'une capacité respective de 27 280 m³ et 29 242 m³ ;
- un séchoir ;
- un stockage d'engrais solides relevant de la rubrique 1331.II (à déclaration) et de la rubrique 1331.III (sous un régime non classé) (à reclasser sous les rubriques 4702.III et 4702.IV).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2014, le site de Haulchin a été autorisé, à l'issue d'une nouvelle procédure d'autorisation, à ajouter un 3^{ème} silo de stockage de céréales d'une capacité de 47 454 m³, portant le volume total autorisé sous la rubrique 2160 à 103 976 m³.

Le site dispose d'un accès aux berges du Canal de l'Escaut et d'un poste de chargement des péniches, voie utilisée pour expédier les céréales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 3.2.2 à 3.2.4, 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
3	Procédure interne de gestion des situations accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 7.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 8.1.3.4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Système de dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 8.1.3.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/09/2014, article 4.2.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection des installations classées a relevé :

- 1 fait avec suite faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure ;
- 3 faits avec suites faisant l'objet de demandes d'actions correctives et/ou de justificatifs ;
- 4 observations.

La société UNEAL a entamé des actions visant à la mise en conformité rapide de ses installations électriques et de son dispositif d'aspiration. Au regard des risques présentés par les installations, l'inspection sera particulièrement vigilante aux éléments transmis en réponse au présent rapport pour justifier de la mise en conformité desdites installations. En cas de réponse non satisfaisante dans les délais impartis, l'inspection proposera à Monsieur le préfet de mettre la société UNEAL en demeure de respecter les prescriptions concernées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 3.2.2 à 3.2.4, 9.2.1				
Thème(s) : Risques chroniques, air				
Prescription contrôlée :				
Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées				
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	A u t r e s caractéristiques
1	séchoir	11,33 MW	Gaz naturel	Avec filtre
Article 3.2.3 Conditions générales de rejet				
	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	
Conduit N° 1	27,2	207	5	
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>				
Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques				
<p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O₂ de 3%. 				
Concentrations instantanées en mg/Nm ³		Conduit n°1		

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	
NO ₂	100
SO ₂	35
Poussières	5

Article 9.2.1 surveillance des émissions atmosphériques

Les mesures portent sur les rejets suivants :

- Rejet 1 - sortie de séchoir :

Paramètre	Fréquence
Débit	Tous les 3 ans
O ₂	
CO ₂	
Poussières	
SO ₂	
NO _x	
Autres	

Constats :

Aucune analyse des rejets atmosphériques du séchoir n'a été réalisée ces 3 dernières années. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport d'analyse des rejets atmosphériques du séchoir.

Le séchoir est utilisé lors de la période de récolte du maïs généralement à partir du mois

d'octobre.

L'exploitant s'est engagé à réaliser une analyse des rejets atmosphériques du séchoir dès son utilisation lors de la prochaine campagne.

Fait avec suite n° 1 (proposition de mise en demeure - délai 5 mois) :

Une analyse des rejets atmosphériques du séchoir est à réaliser suivant dans les conditions fixées à l'article 9.2.1 de l'arrêté du 29/04/2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2014, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, isolement des milieux

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

La visite des installations a permis de constater que des travaux de réfection et d'agrandissement du bassin de confinement et d'orage sont en cours. La fin des travaux est prévue courant mai 2026.

Le projet prévoit l'implantation d'une vanne d'isolement en sortie du bassin.

Dans la configuration précédente du bassin, une vanne d'isolement était présente. En raison des travaux en cours, la présence de la vanne d'isolement n'a pas pu être constatée.

Observation n° 1 :

Les documents de réception de la fin des travaux du bassin, notamment le plan de réception des travaux permettant de justifier son volume et la localisation de la vanne d'isolement, sont à transmettre à l'inspection dans le mois suivant la fin des travaux.

La procédure de fermeture de la vanne de barrage et d'isolement du réseau du site d'Haulchin, référencée I.VANBAR.01-A, est présentée.

L'exploitant a déclaré que des tests de la vanne sont réalisés régulièrement dans le cadre de contrôle portant plus généralement sur la thématique rétention. **Toutefois, les tests spécifiques de la vanne ne sont pas formalisés et tracés.**

Observation n° 2 :

Les modalités d'entretien et de test de la vanne d'isolement, ainsi que les mesures de traçabilité correspondantes, méritent d'être précisées dans la consigne susvisée.

Dès la mise en exploitation du nouveau bassin, la consigne actualisée est à transmettre à l'inspection, accompagné des justificatifs relatifs à sa communication auprès du personnel du site d'Haulchin.

Observation n° 3 :

L'exploitant précisera les modalités mises en œuvre lors de la phase travaux pour pouvoir assurer le confinement des eaux en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure interne de gestion des situations accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une Procédure Interne de Gestion des Situations Accidentelles qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Elle est rédigée sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Elle est révisée au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque modification substantielle des installations, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de cette procédure.

Cette procédure doit être facilement compréhensible. Elle est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. La procédure précise les modalités d'alerte et de communication permettant le déclenchement rapide de l'alerte chez les sociétés voisines susceptibles d'être impactées. Elle doit contenir à minima :

- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- Les principaux numéros d'appels ;
- Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;
 - L'état des différents stockages (nature, volume...) ;
 - Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
 - Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent être accessibles en permanence.

Un exemplaire de la procédure est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Elle est diffusée pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l'inspection des installations classées,
- au SDIS,
- à la Préfecture, qui peut demander la modification des dispositions envisagées.

Cette procédure est par ailleurs tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours sur le site.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre un document écrit, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions de la procédure ; cela inclut notamment :
- l'organisation des tests périodiques (à minima annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (révision suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu de la procédure, qui peut être coordonnées avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique de la procédure en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester la procédure. Leur fréquence est à minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter sa procédure interne de gestion des situations accidentelles.

La version présentée n'est pas en couleur ce qui complique fortement la lecture des plans et des schémas.

Le document présenté est la version 4 d'août 2016.

La lecture non exhaustive de ce document appelle les observations suivantes :

- la liste des contacts n'est plus à jour (pages 8 et 13). Concernant l'inspection des ICPE ; il y a lieu d'ajouter le courriel de contact de l'unité départementale du Hainaut : ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr ;
- les plans des pages 18, 19, 40 et 49 sont d'une qualité insatisfaisante rendant la lecture difficile ;
- il appartient à l'exploitant de s'assurer que les procédures et consignes du chapitre 7.2 sont toujours d'actualité ;
- la procédure de fermeture de la vanne de barrage et d'isolement du réseau du site, vu dans la fiche de constat n° 2, doit être annexée à ce document.

L'exploitant a précisé qu'une action de mise à jour de l'intégralité des plans de secours est

engagée.

Par courriel du 17/04/2026, l'exploitant a transmis la liste des contacts actualisée. L'exploitant précise que cette liste actualisée est intégrée dans la version de la procédure disponible sur site.

Fait avec suite n° 2 (demande d'action corrective - 1 mois) :

Le plan interne de gestion des situations accidentelles doit être actualisé suivant les observations ci-dessus dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.

Le plan interne de gestion des situations accidentelles actualisé est à transmettre à l'inspection, au SDIS et à la préfecture.

Une version papier du plan interne de gestion des situations accidentelles actualisé doit être disponible sur le site.

Le dernier exercice date du 22/11/2025. Il s'agit d'un exercice d'évacuation avec simulation du départ de feu réalisée à l'aide d'une machine à fumée dans le local de stockage (divers produits, cuve gasoil etc...). Le compte-rendu complet et détaillé est présenté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 8.1.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques

Prescription contrôlée :

Rapports annuels et avis d'organismes

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

Les installations électriques ont fait l'objet de contrôles, au titre du code du travail et du code de

l'environnement, le 1^{er}/07/2025 par DEKRA. Les rapports sont présentés.

Le rapport dit "ICPE" conclut qu'aucun écart n'est constaté :

- par rapport aux exigences normatives de la NF C 15-100 § 422.1 applicable aux locaux classés à risques d'incendie ;
- sur les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosion ;
- sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

Le rapport du contrôle des installations électriques dit « code du travail » fait état de 3 non-conformités dont 2 récurrentes.

Par courriel du 16/04/2026, l'exploitant a transmis le bon de la commande passée le 13/04/2026 auprès de la société EOS pour remédier à ces constats.

Fait susceptible de suite n° 3 (demande d'action corrective - délai 2 mois) :

L'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement les éléments justificatifs relatifs à la mise en conformité de l'intégralité de ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 8.1.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration. Le circuit d'aspiration doit immédiatement se mettre en marche en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les filtres à manche sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises :

- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- le refoulement de l'air épuré se fait vers l'extérieur ;
- le filtre est équipé d'un évent et d'un système de découplage sur l'entrée d'air ;
- les filtres à manches sont antistatiques ;
- une détection permet d'identifier les bourrages.

Une mesure des débits d'air est réalisée au moins une fois par an afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage.

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment, et le cas échéant, s'il en existe, les ventilateurs d'extraction devront être disposés coté air propre du flux.

L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les modalités de double asservissement des installations de manutention au système d'aspiration sont présentées sur la supervision de la salle de conduite du site.

L'exploitant teste en séance le double asservissement en faisant fonctionner à vide ses installations. Il est constaté que :

- le système d'aspiration démarre préalablement aux installations de manutention lors du démarrage de ces dernières ;
- les installations de manutention s'arrêtent en cas d'arrêt du système d'aspiration.

La procédure dénommée : « Modalité de maintenance et contrôle des équipements liés à la sécurité » référencée I.GEN-ENV.05-I du 14/03/2022 est consultée. Elle précise qu'un contrôle annuel du système d'aspiration est à réaliser en interne et/ou par une entreprise extérieure.

L'exploitant précise qu'il fait contrôler annuellement son système d'aspiration par un prestataire extérieur.

Des rapports de contrôle rédigés le 12/01/2026 réalisés par la société BV SOLUTION sont présentés.

Ils concernent des contrôles réalisés le 29/08/2025. L'exploitant a déclaré que le rapport lui a été transmis le 13/04/2026 suite à sa relance.

Observation n° 4 :

Les rapports ont été transmis plus de 7 mois après les contrôles.

Ce délai n'est pas compatible avec la mise en place rapide d'un plan d'actions tel que le nécessite les dispositifs d'aspiration qui sont des équipements indispensables à la sécurité des installations. L'exploitant doit s'assurer de la capacité de son prestataire à lui transmettre rapidement les rapports de contrôle, surtout en cas de non-conformité.

Trois rapports sont présentés. La synthèse de ces rapports est la suivante :

1. Audit aéraulique du silo 1 : sur les 26 points de mesures reliés aux installations, 10 sont déclarés non conformes. Les conclusions / préconisations du rapport sont les suivantes :

- Delta P en amont / aval du filtre importante. Vérifier l'état des manches et le bon fonctionnement du système de décolmatage ;
- le collecteur réseau n'est pas aéraulique. Prévoir une réfection de celui-ci permettant aussi par études d'optimiser les branches et gagner en débit sans remplacement du filtre/ventilateur ;
- plusieurs coudes, registres et tuyaux sont percés et donc à remplacer ;
- défaut électrique sur électrovanne N°6 signalé.

2. Audit aéraulique du silo 2 : sur les 16 points de mesures reliés aux installations, 11 sont déclarés non conformes. Les conclusions / préconisations du rapport sont les suivantes :

- ventilateur piloté par variateur de fréquence. Les mesures sont indiquées en cas de fonctionnement de l'épurateur 2 ;
- certaines branches (N°5 et N°14) sont bouchées. Prévoir un nettoyage réseau ;
- vérifier l'état intérieur du réseau sur les branches à faibles vitesses. Si la tuyauterie est fortement chargée, cela entraîne une chute de débit dans la gaine ;
- plusieurs éléments de type coudes, longueur droite et/ou registres sont à remplacer. (percé et/ou cassé) ;
- la branche d'aspiration TL N°10 est à remplacer. Longueur droite de mesure d100mm, puis augmentation en diamètre 240mm. Dépôt en cours dans la branche ;
- un contrôle général mécanique du filtre est à prévoir permettant en premier lieu de vérifier l'état intérieur du filtre et de confirmer ou non le remplacement des manches/poches ;
- à la suite de ce contrôle et du nettoyage des branches, vérifier via études la possibilité de monter les points de fonctionnement sur le variateur permettant un gain en vitesse.

3. Audit aéraulique de la fosse 3 : sur les 8 points de mesures reliés aux installations, 7 sont déclarés non conformes. Les conclusions / préconisations du rapport sont les suivantes :

- fort taux de charge du filtre FDI (Delta P élevé). Prévoir un contrôle complet du filtre et le remplacement des poches filtrantes ;
- vérification du fonctionnement séquenceur et du décolmatage (électrovanne, manodétendeur...) ;
- le réseau nécessite un contrôle général car plusieurs branches sont remplies et donc bouchées entraînant une vitesse nulle ;
- plusieurs éléments de tuyauterie doivent être remplacée (percé, cassé) principalement des longueurs droites et des éléments de coudes.

Lors de l'inspection, l'exploitant précise avoir contacté son prestataire BV Solution pour mettre

en œuvre les actions correctives nécessaires rapidement.
La présence de la société BV Solution est constatée lors de l'inspection.

Par courriel du 17/04/2026, l'exploitant a transmis son plan d'actions visant à la mise en conformité des installations.

Celui-ci fait état de :

- débouchage des tuyauteries ;
- remplacement des équipements hors services ;
- équilibrage du réseau d'aspiration du silo 1 ;
- fourniture d'un rapport d'équilibrage reprenant tous les points relevés lors de l'audit.

L'exploitant présente un bon de commande passé le 13/04/2026 auprès de la société BV Solution pour réalisation des travaux susvisés. Il précise que les travaux seront terminés pour le 15/05/2026.

Fait avec suite n° 4 (demande d'action corrective - délai 1 mois) :

Au regard des conclusions des rapports de contrôles, les dispositifs d'aspiration ne sont ni fiables, ni efficaces.

L'exploitant doit réaliser rapidement des travaux de mise en conformité des dispositifs d'aspiration, puis justifier de la fiabilité et de l'efficacité de ses installations.

Dans cette attente, l'exploitant doit prendre des mesures conservatoires visant au maintien de la sécurité des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois